

Compte-rendu

Démocratie participative et modernisation du dialogue environnemental

Colloque organisé le 5 mai 2015, au Grand Amphithéâtre du Muséum national d'Histoire naturelle, par le Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie

L'Institut de la concertation était présent le 5 mai lors de la journée organisée par le Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie. A cette occasion, a été présenté le travail de la Commission spécialisée du conseil national de la transition écologique, présidée par Alain Richard, installée par Ségolène Royal il y a quelques mois.

S'est succédé tout au long de la journée un public assez divers, avec des personnes venues pour écouter les discours d'ouverture de Ségolène Royal et Edgar Morin, des auditeurs issus de l'administration et beaucoup d'associations.

Cette journée s'est déroulée dans le cadre institutionnel et imposant du Museum National d'Histoire Naturelle ; un fil twitter permettait de poser des questions directement aux intervenants et à relayer les idées fortes des discours. L'objectif de cette journée était de présenter les travaux de la Commission Richard ainsi qu'un état des lieux des opinions et expériences sur le sujet.

Une journée intense

L'ouverture du colloque a été faite par deux personnalités, Mme. Ségolène Royal et Mr. Edgar Morin, ce qui a donné au colloque une dimension inédite dans ce domaine. Sandra Laugier, professeure de philosophie à Paris I, est ensuite intervenue à propos de science participative. Alain Richard, Gérard Monédiaire et Marie-Line Meaux ont présenté les travaux de la Commission Richard et ses

conclusions, et la matinée s'est conclue par l'intervention d'Illaria Casillo à propos d'un schéma, commun à plusieurs pays, d'évolution des mouvements d'opposition aux grands projets. L'après-midi a été consacrée à deux tables-rondes ; la première présentait un panel d'expériences en concertation de collectivités territoriales (Conseil de Développement de Nantes, Bordeaux Métropole, Mairie de Cergy), ainsi qu'un travail sur les chartes de la participation présenté par Laura Michel (pour retrouver le compte-rendu de la Rencontre organisée par l'Institut sur ces chartes, rendez-vous [ici](#)). La deuxième table ronde sur les mobilisations citoyennes pour un dialogue environnemental permettait à des associations moins connues de présenter leurs projets, acteurs qu'il est peu donné d'entendre lors de ce type d'événement : ainsi, Chantal Gaudichau a présenté l'association Graine, une « association d'éducation au développement durable qui au travers de méthodes actives a pour volonté de faire naître et grandir l'initiative solidaire et responsable, toutes générations

confondues »¹. A également été présenté un Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement (CPIE). « Le CPIE Bresse du Jura est une structure associative d'éducation à l'environnement et aux comportements écologiques, de formation professionnelle et d'accompagnement des territoires constituée de professionnels spécialisés. »² Enfin, l'intervention finale de Loïc Blondiaux a esquissé rapidement et clairement les grandes lignes des enjeux en matière de démocratie participative et de dialogue environnemental.

Ce qu'on en retient

Cette journée a été l'occasion d'obtenir de l'information de toute première main, avec la présentation des travaux de la Commission Richard (dont le rapport devrait sortir fin mai) :

- Imposer une concertation en amont des projets, avec notamment la possibilité pour des collectifs d'habitants ou des associations d'initier cette phase de concertation préalable.

- Donner une plus grande indépendance aux autorités régionales environnementales.

Alain Richard a également insisté sur la nécessité de renforcer les principes de loyauté, fidélité et impartialité en matière de concertation et a évoqué la figure du garant en concertation.

La présence de Ségolène Royal et d'Edgar Morin illustre tout à fait ce dont Loïc Blondiaux a

parlé dans son discours de clôture : le retour du thème de la participation citoyenne sur le devant de la scène. Mais la coïncidence de la date de cette journée, avec celle du vote à l'Assemblée Nationale sur le projet de loi relatif au renseignement illustre également les contradictions portées par notre société et le gouvernement : entre l'affichage d'une certaine ouverture au dialogue et le retour à une forme d'autoritarisme, entre la promotion d'un meilleur partage de la prise de décision et la permanence d'une culture politique centralisée et hégémonique.

Enfin, le cadre choisi pour cette journée, si majestueux qu'il soit, a nuit à la convivialité et au dialogue, si importants lorsque l'on parle démocratie participative, et cela a empêché l'expression des quelques opinions dissidentes présentes dans le public.

Les participants :

Ségolène Royal, ministre de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie

Edgar Morin, philosophe et sociologue

Sandra Laugier, professeure de philosophie à La Sorbonne (Paris I)

Alain Richard, ancien ministre et sénateur

Gérard Monédiaire, professeur des Universités

Marie-Line Meaux, présidente de section au Conseil général de l'Environnement et du Développement durables

Illaria Casillo, Vice-Présidente de l'Autorité régionale de garantie et promotion de la participation et du débat public de Toscane

Philippe Audic, président du Conseil de développement Nantes

Bertrand Arnauld de Sartre, chef de projet, Bordeaux Métropole

Jean-Paul Jeandon, Maire de Cergy

Laura Michel, maître de conférence, Université de Montpellier

Chantal Gaudichau, directrice de l'association Graine (Poitou-Charente)

Floriane Karas, chargée de mission CPIE Bresse du Jura

Benoît Jehl, directeur OPAC38

Arnaud Colson, président de l'UNPG

Loïc Blondiaux, professeur des Universités au département de sciences politiques de l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne.

1

http://www.e-graine.org/1_association-Le_projet-article-1-6-811.html

2

<http://www.cpie-bresse-jura.org/qui-sommes-nous/le-cpie-et/>